

RETRAITES

Un autre projet est possible !

Tous ensemble dans l'action
Le mardi 07 septembre 2010

La collusion entre le gouvernement, le monde des affaires et les milliardaires est de plus en plus criante. Parallèlement, les dernières gesticulations de Nicolas Sarkozy le conduisent à un discours de haine remettant en cause des fondements essentiels de notre République en matière de nationalité et d'égalité.

C'est ainsi que le Président de la République tente de faire oublier les vrais débats de société et de contourner la colère qui grandit encore plus chaque jour contre sa politique de rigueur. Depuis des semaines, beaucoup ont pris conscience des graves dangers des projets du gouvernement et en particulier du projet de casse de notre système de retraite et de la remise en cause de la retraite à 60 ans.

Ce gouvernement casse les mesures du Conseil National de la Résistance mises en place par le gouvernement du Général De Gaulle, alors que la France de 45 était à reconstruire et qu'aujourd'hui nous sommes la 5^{ème} puissance économique mondiale ! A qui profitent les richesses de notre pays ?

Ne les laissons pas faire.

Unis et déterminés, nous pouvons gagner !



Le
SNPEFP-CGT

- appelle tous les personnels des secteurs privés de l'enseignement et de la formation à se mettre en grève et à participer aux manifestations unitaires !
- les invite à débattre autour des alternatives aux propositions du gouvernement, à signer la pétition en ligne à disposition sur le site de la CGT (www.cgt.fr)

Report de l'âge légal de départ en retraite à 62 ans, recul de 65 à 67 ans de l'âge ouvrant droit au taux plein, remise en cause des départs anticipés et de la pénibilité.

Le projet Woerth/Sarkozy/Parisot est le plus dur d'Europe : s'il était appliqué, ce serait un véritable recul de société. A titre d'exemple, pour une retraite à taux plein, la durée de cotisation est de 30 ans en Grande Bretagne, 35 ans en Allemagne, en Italie, en Belgique et en Espagne, 37 ans en Autriche et 40 ans en Suède alors que le gouvernement et le Medef l'exigent à 41,5 ans en France !

Il bénéficie avant tout au Patronat et aux actionnaires : l'effort financier sera porté à 85 % par les salariés soit 22,6 milliards tandis que le gouvernement ne demande que 4,4 milliards d'euros de participation aux entreprises ! Mettre à contribution les revenus financiers des entreprises à hauteur de la cotisation retraite patronale, c'est 20 milliards d'euros qui seraient dégagés. Taxer les revenus financiers (intéressement, stock options, participation...) c'est 10 milliards supplémentaires qui pourraient financer les retraites !

Il sacrifie la jeunesse : alors que l'on demande aux salariés de travailler plus longtemps, la jeunesse subit un taux de chômage de l'ordre de 25 %. Les différentes mesures du gouvernement conduiront à accroître le sacrifice de la jeunesse !

Mardi 7 septembre 2010
Manifestations partout en France !